

Conseil de Communauté
du 5 avril 2017
♦♦♦♦♦♦♦♦
PROCÈS VERBAL DE RÉUNION

N°	Intitulé
1	Déviation Moulay-Mayenne 3ème tranche – Aire de co-voiturage – Avis
2	Finances – Pôle de Santé – SEM Laval Mayenne Aménagements – Demande de garantie d'emprunt
3	Marchés publics – Construction du centre aquatique – Avenants - Autorisation de signature
4	Economie – Parc d'Activités Intercommunal de la Lande à Parigné-sur-Braye – Vente à S.A.S. PLASMO
5	Vente du bâtiment du service prestations situé à Aron
6	Affaires Culturelles – Demande de subvention exceptionnelle – Compagnie Oh – Avignon 2017
7	Suites données aux recommandations de la Chambre Régionale des Comptes
8	Détermination des indemnités du Président et des Vice-Présidents
9	Ressources Humaines / DEJS – Création de 2 postes d'éducateur des activités physiques et sportives et suppression d'un poste d'éducateur des activités physiques et sportives principal de 2ème classe
10	Ressources Humaines – Fin du dispositif de véhicules de fonction au profit de véhicules de service avec remisage à domicile
11	Demande de subvention pour des travaux sur la déchetterie de Lassay-les-Châteaux
12	Signature du Contrat de Ruralité 2017 - 2020
13	Ressources Humaines – Recrutement vacataires concours national piano à Mayenne – DAC – Conservatoire

Récapitulatif des conventions et contrats signés avec Mayenne Communauté

Lassay les Châteaux	Avenant n°1 – Convention de prestations pour l'entretien par la commune de Lassay-les-Châteaux des bâtiments propriété ou occupés par Mayenne Communauté	remboursement sur justificatifs
Santerne Mayenne	Convention de mécénat	versement de 3 000 € à Mayenne Communauté
Cars Bleus	Convention de mécénat	versement de 150 € à Mayenne Communauté
CCMA	Convention de mise à disposition de matériel	convention à titre gratuit
Gilbert HUARD	Contrat de location pour les particuliers de bennes à déchets verts	50,00 €
Gisèle DAMOURETTE	Contrat de location pour les particuliers de bennes à déchets verts	50,00 €
Zutano Bazar	Avenant convention pour la conduite d'actions pédagogiques	165,00 €
Papier Gache	Convention d'animations pour deux demies-journées d'atelier	1 000,00 €
Département	Convention pour le prêt d'oeuvre pour l'exposition « Curiosités d'ici et d'ailleurs »	prêt
Christophe MICHEL	Convention de prestations de services pour le projet Atom Heart Mother	250,00 €
Quentin LE BAILLY	Convention de prestations de services pour le projet Atom Heart Mother	250,00 €
Véronique FERRAND	Convention de prestations de services pour le projet Atom Heart Mother	250,00 €
Pierre Jacques HAUTON	Convention de prestations de services pour le projet Atom Heart Mother	250,00 €
Odile LABOUREIX	Convention de prestations de services pour le projet Atom Heart Mother	250,00 €
Antoine CANDELA	Convention de prestations de services pour le projet Atom Heart Mother	250,00 €
Association Volubilis	Convention de prestations de services pour le projet Atom Heart Mother	1 000,00 €

Extrait du registre des arrêtés du Président

2017.01	24/01/17	Arrêté de répartition des hébergements soumis à la taxe de séjour
2017.02	14/03/17	Arrêté de répartition des hébergements soumis à la taxe de séjour

Délibération du Bureau par délégation du Conseil de Communauté. Conformément aux dispositions de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, les délibérations signées par le Président font l'objet d'un compte rendu au Conseil.

07/02/17	Marchés publics – Fourniture d'électricité et de services connexes pour les bâtiments de Mayenne Communauté – MAPA – Autorisation de signature	06/04/17
07/02/17	Affaires culturelles – Attribution assistance à Maîtrise d'ouvrage auprès de Mayenne Communauté pour l'élaboration d'un projet culturel de territoire	06/04/17
07/02/17	Développement touristique – Attribution assistance à Maîtrise d'ouvrage auprès de Mayenne Communauté pour l'élaboration d'une stratégie touristique	06/04/17
28/02/17	Marchés publics – Fourniture de photocopieurs avec maintenance – Avenant n°1 – Autorisation de signature	06/04/17
28/02/17	Service jeunesse – Opération navette gratuite	06/04/17
28/02/17	PIG 2014-2016 – Attributions de subventions	06/04/17
14/03/17	Marchés publics – Contrat d'approvisionnement en combustible : bois déchiqueté – MAPA – Autorisation de signature	06/04/17

Décision du Président Conformément aux dispositions de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, les décisions signées par le Président font l'objet d'un compte rendu au Conseil.

2017.01	09/03/17	Action en justice
2017.02	22/03/17	Vente de matériel

Extrait du Registre des Délibérations DE MAYENNE COMMUNAUTÉ

SEANCE du 5 avril 2017 à 20 h

Délégués titulaires en exercice :	58
Délégués présents ou représentés	53
Contre :	0
Pour :	53
Abstention :	0
Quorum :	30

L'an deux mille dix-sept, le trente mars, Monsieur Michel ANGOT, Président de Mayenne Communauté, a convoqué les membres de Mayenne Communauté au siège de Mayenne Communauté, 10 Rue de Verdun - Salle des conseils.

Sont présents :

En qualité de titulaires :

M. ANGOT, Président, M. SOUTIF, 1er Vice-Président, M. TRANCHEVENT, 2ème Vice-Président, M. MOLL, 3ème Vice-Président, M. LE SCORNET, 5ème Vice-Président, M. VALPREMIT, 6ème Vice-Président, M. RAILLARD, 7ème Vice-Président, M. BOURGUIN, 9ème Vice-Président, M. BORDELET, 10ème Vice-Président, M. COISNON, 11ème Vice-Président, MM. GUIHERY, FORET, HEURTEBIZE, CHOUZY, POIRRIER, JEUSSE, Mme FOUBERT, MM. BEAUJARD, SONNET, GARNIER, DOYEN, Mme GONTIER, M. JAMOIS, Mme FRANGEUL, MM. TRANSON, COULON, RIOULT, PECCATTE, Mmes MONSIMIER, SOULARD, THELIER, BODINIER, LANCIEN, LODE, PELE, M. REBOURS, Mme OLIVIER, M. ORDRONNEAU, Mme CREUSIER, MM. MORIN.

En remplacement du titulaire absent :

M. DELAHAYE représenté par Mme BEAUDOUIN

Mme BELLON donne pouvoir à Mme CREUSIER
M. LANDEMAINE donne pouvoir à M. MORIN
M. LAVANDIER donne pouvoir à M. ANGOT
M. BRODIN donne pouvoir à Mme GONTIER
Mme BAR donne pouvoir à M. REBOURS
M. LESAINTE donne pouvoir à M. ORDRONNEAU
Mme COUTURIER donne pouvoir à M. BOURGUIN
Mme BEUNEUX donne pouvoir à Mme OLIVIER
M. PAILLASSE donne pouvoir à M. LE SCORNET
Mme ADAM donne pouvoir à Mme PELE
M. FAUCON donne pouvoir à Mme LODE
Mme GENEST donne pouvoir à M. DOYEN

Excusés :

Mme MORIN, 4ème Vice-Présidente, M. BOISSEAU, 8ème Vice-Président, MM. SABRAN, BOITTIN, NEVEU
M. SONNET a été désigné secrétaire.

1 – Déviation Moulay-Mayenne 3^{ème} tranche – Aire de co-voiturage – Avis

Reçu à la Sous-Préfecture le 10 avril 2017

M. le Président expose :

La commune de Saint Fraimbault de Prières a émis un avis favorable à la proposition de la DREAL de créer une aire de co-voiturage et une aire de stationnement pour les véhicules poids-lourds au départ de la 3ème tranche de la déviation, soit après le carrefour de Coulonges.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, émet un avis favorable au projet d'aires de co-voiturage et de stationnement.

2 - Finances – Pôle de Santé – SEM Laval Mayenne Aménagements – Demande de garantie d'emprunt
Reçu à la Sous-Préfecture le 10 avril 2017

M. MOLL expose :

Par courrier en date du 28 mars dernier, la SEM Laval Mayenne Aménagements nous a adressé une demande de garantie d'emprunt portant sur l'acquisition en VEFA du futur pôle de santé pluri-professionnel, place de l'Europe à Mayenne. Nous sommes sollicités pour apporter notre garantie bancaire sur 2 prêts disposant des caractéristiques financières suivantes :

Etablissement bancaire	CREDIT COOPERATIF	CREDIT MUTUEL
Montant	1 550 000 €	1 100 000 €
Caractéristiques	Amortissement progressif	Amortissement constant
Durée	15 ans	15 ans
Taux d'intérêt	1,25%	1,75%
Périodicité des échéances	mensuelles	mensuelles
Quotité garantie	50%	50%

Conformément à l'article L2252-1 du CGCT, une garantie d'emprunt peut être accordée sous réserve du respect de trois ratios prudentiels définis par la Loi Galland :

		Mayenne Communauté
Ratio de plafonnement du risque	Annuités de la dette propre+annuités de la dette garantie < 50 % Recettes réelles de fonctionnement	4,07%
Ratio de division du risque	Total des annuités garanties pour un tiers < 10 % Total des annuités susceptibles d'être garanties	Ratio respecté
Ratio de partage du risque	Quotité de garantie pour un emprunt de la dette < 50 % total de l'emprunt garanti	Ratio respecté

Il vous est demandé d'accorder les premières garanties de Mayenne Communauté pour les remboursements de deux prêts d'un montant total de 2 650 000 € souscrits par la SEM LMA auprès du Crédit Coopératif pour 1 550 000 € et du Crédit Mutuel pour 1 100 000 € selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions des contrats de prêt sus visées. Il est précisé que la garantie de Mayenne Communauté est accordée pour la durée totale des prêts et jusqu'au complet remboursement de ceux-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité. Ainsi, le Conseil s'engage pendant toute la durée des deux prêts à libérer en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges des prêts susvisés.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à la majorité (Mme BEAUDOUIN ayant voté contre) :

- accorde la garantie de Mayenne Communauté sur le prêt contracté par la SEM Laval Mayenne Aménagements auprès du Crédit Coopératif pour un montant de 1 550 000 € sur une durée de 15 ans,
- et accorde la garantie de Mayenne Communauté sur le prêt contracté par la SEM Laval Mayenne Aménagements auprès du Crédit Mutuel pour un montant de 1 100 000 € sur une durée de 15 ans.

M. le Président expose :

La Communauté de Communes du Pays de Mayenne (devenue Mayenne Communauté) a notifié en 2015 les marchés de travaux pour la construction du centre aquatique.

- Sur le lot 7 « Carrelage – faïence – sauna - hammam » confié à l'entreprise CHEUX Père et Fils pour 472 565,46 € HT :

Les opérations d'étanchéité incluses dans le marché ont été confiées par le titulaire à son sous-traitant ERREBA (soit SICAPOL).

La nature de la prestation et le procédé d'étanchéité utilisé par la société ERREBA, techniquement plus fiable, sont différents de ceux initialement prévus au CCAP. La modification, validée par l'architecte et le bureau de contrôle, induit une plus-value de 22 212,62 € HT.

Le montant de la prestation du sous-traitant est donc à présent de 85 000 € HT, portant le montant total du marché à 496 821,25 € HT avec une variation de 5.13 %.

- Sur le lot 14 « Traitement d'eau » confié à l'entreprise HERVE THERMIQUE pour 611 555 € HT :

Le CCAP du marché de travaux de construction du centre aquatique intercommunal « La Vague » prévoit la possibilité, pour le maître d'œuvre, d'appliquer des pénalités pour absence aux réunions de chantier. La présence de certaines entreprises étant irrégulière aux réunions, l'OPC a souhaité utiliser ce levier pour une bonne coordination entre les différentes entreprises.

Concernant l'entreprise HERVE THERMIQUE, titulaire du lot n° 14 « Traitement d'eau », le rappel de l'existence desdites pénalités, d'un montant de 7 440 € en l'espèce, a permis de rapidement régulariser la situation.

Toutefois, à la demande du maître d'œuvre et en accord avec le vice-président en charge du suivi du dossier, il est proposé de retirer ces pénalités à l'entreprise HERVE THERMIQUE, qui a réalisé ses travaux en avance sur le planning et doit maintenant réaliser 5 semaines d'essais et de réglages. Dans un contexte de retard important sur le planning général de chantier et de renégociation des plannings d'essais, il semble préférable d'annuler ses provisions pour absence.

La Commission d'appel d'offres en date d'aujourd'hui, soit mercredi 5 avril 2017, a donné un avis favorable à la signature de ces avenants.

M. le Président : " Je voudrais faire le point avec vous sur ce dossier. A ce jour, il y a toujours un ou deux carreleurs sur le chantier. Malheureusement, l'entreprise n'a pas encore écrit pour dire qu'elle renonçait à la poursuite du chantier. Pour ne pas perdre de temps, nous avons pris contact avec des carreleurs du département. On entame dès à présent les négociations. On est très loin de la fin des travaux. Dès que j'ai des informations, je vous tiens au courant."

M. HEURTEBIZE : "J'ai juste une question sur la plus-value concernant l'étanchéité, est-ce que c'est ERREBA qui a proposé cette nouvelle option ?"

M. le Président : " C'est le bureau d'études et SOCOTEC qui ont proposé cette solution par rapport à ce qui était initialement prévu. C'est une vraie amélioration."

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur le Président à signer les deux avenants présentés.

M. TRANCHEVENT expose :

L'entreprise PLASMO, spécialisée en découpe laser et pliage, est actuellement installée au 366 rue de Chauvrie à Mayenne dans un bâtiment de 5 000 m² environ (bâtiment ayant connu plusieurs extensions).

Ce bâtiment n'est pas fonctionnel. L'entreprise est en plein développement et souhaite aujourd'hui déménager son site. Monsieur L'HUISSIER, directeur général, souhaite construire un nouveau bâtiment afin de réorganiser les flux à l'intérieur de l'atelier.

37 personnes travaillent chez PlasmO. Des créations d'emplois sont prévues à l'avenir sur des postes tels : Chef de projet, préparateur logistique et agent de production.



Le SIVM a acheté un terrain auprès de la commune d'Aron en 1992 (acte de propriété du terrain du 6 juillet 1992) pour y construire un bâtiment.

- La superficie du terrain est de 2305 m²

- La superficie du bâtiment est de 353 m² (le permis de construire pour la construction de la partie atelier date du 12 mars 1992 pour une surface de 353 m² et la construction des bureaux date d'octobre 1998 pour une surface de 56 m²).

A l'occasion du rapprochement des deux services voirie et prestations de service, le personnel du service prestations sera accueilli dans les locaux du Centre Technique Municipal après travaux (comme cela a été présenté et validé en bureau le 28 février).

Les locaux étant prochainement libérés, il était envisagé de procéder à la vente. Aussi une estimation a été demandée auprès du service des domaines soit 150 000 €.

Avant la mise en vente, la commune d'Aron nous a fait connaître son intention d'acheter le local afin de transférer ses services techniques actuellement installés dans un bâtiment loué auprès d'un propriétaire privé.

Monsieur le Maire d'Aron a fait connaître son intention d'acheter ledit bien et a sollicité une remise. De plus, la commune d'Aron propose que le service prestations puisse continuer à stocker des matériaux et des véhicules sur le site pour plus de facilité de fonctionnement.

M. HEURTEBIZE : « Suite à une interpellation de la part de mes adjoints, il serait important qu'on note bien dans l'acte que le service prestations puisse continuer à stocker son matériel. Les mots s'envolent mais les écrits restent. »

M. le Président : « Vous avez raison, on va l'écrire. »

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée (M. FORET et Mme MONSIMIER n'ayant pas pris part au vote), procède à la vente du bâtiment à la commune d'Aron pour un montant de 135 000 € (- 10 % vis à vis de l'estimation domaniale) sans recours à un notaire mais à un acte administratif. La somme sera affectée au budget annexe prestations de services.

6 - Affaires Culturelles – Demande de subvention exceptionnelle – Compagnie Oh – Avignon 2017

Reçu à la Sous-Préfecture le 10 avril 2017

M. LE SCORNET expose :

La compagnie Oh, a obtenu son billet pour Avignon dans le cadre du programme régional Le Grenier à sel avec *Crieurs*, spectacle né sur le territoire autour des Criées d'Olivier Hédin lancées à l'origine par Tribu Familia.

A cet effet, la compagnie Oh sollicite la collectivité pour une subvention exceptionnelle de 3 500 €. En effet, les frais techniques et artistiques liés au spectacle sont de 19 159 €, viennent s'y ajouter les défraiements (transport, hébergement...).

La commission culture vous propose d'attribuer à la Compagnie une subvention exceptionnelle de 3 000 €. Ce budget sera pris sur une ligne de crédit du budget culturel, ce n'est donc pas un crédit supplémentaire.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide la subvention exceptionnelle de 3 000 € à la Compagnie Oh.

M. SOUTIF expose :

Suite au contrôle de la CRC il y a un peu plus d'un an, il est demandé à la collectivité d'effectuer un rapport sur les recommandations faites dans ce rapport un an après.

1 – Améliorer l'information des élus dans le cadre du débat d'orientation budgétaire, tant en matière de prévisions globales qu'au regard des budgets annexes

Suite à la fusion, c'est une nouvelle organisation qui a été construite sur un nouveau territoire. Avec la nouvelle gouvernance mise en place, l'accent a été mis sur la transparence et l'information des élus, notamment pour l'élaboration du budget 2017.

Ainsi, chaque commission s'est saisie du budget qui le concerne depuis le mois de septembre. Puis le rapport d'orientations budgétaires, le plan pluriannuel d'investissements, la prospective financière et les rapports des budgets primitifs ont été transmis et étudiés au sein de la commission des finances (30/01/2017, 07/02/2017, 27/02/2017), en réunion des vice-présidents (03/02/2017), en bureau communautaire (07/02/2017) et en conseil communautaire (16/02/2017 + 09/03/2017).

La loi NOTRe impose désormais la rédaction d'un rapport d'orientations budgétaires, comportant "les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette". Ce rapport complet a été transmis aux élus, étudié par le bureau communautaire, a fait l'objet d'une présentation détaillée, a donné lieu à des débats et a été validé en conseil communautaire.

2 – Parfaire les prévisions budgétaires en matière d'investissement de façon à améliorer l'exécution des dépenses afférentes

Notre plan pluriannuel d'investissements permet le suivi et l'anticipation des programmes engagés et à venir. Parmi ces opérations, les trois principaux projets communautaires que sont la construction d'un centre aquatique (11,7 millions d'€), la construction d'un pôle de santé (5,2 millions d'€) et la restructuration + extension du cinéma (2 millions d'€) sont des chantiers conséquents. Chacun compte un à deux ans de travaux, avec les aléas et retards que nous subissons. Ce, sans compter les partenariats avec les acteurs concernés et les nombreuses négociations qui repoussent la réalisation du projet.

Bien que les plans de financement des programmes restent globalement conformes aux enveloppes initiales, la réalisation des dépenses d'investissements annuelles peut être reportée. Les budgets sont ainsi tributaires de ces aléas exogènes que nous subissons.

Cependant, une attention particulière a été portée sur l'élaboration du programme d'investissements en limitant autant que possible l'inscription de nouvelles opérations, afin d'améliorer l'exécution des dépenses tout en garantissant une situation financière correcte pour de la Communauté de Communes au vu des analyses prospectives réalisées par les services de la DDFIP.

Taux d'exécution des dépenses d'investissement =

2013	42,0 %
2014	46,1 %
2015	45,6 %
2016	39,7 % (année de fusion)

Par ailleurs, conformément aux préconisations de la Chambre régionale des Comptes et de la DDFIP vis-à-vis de l'impact des investissements programmés et des inconnues persistantes, nous avons contraints nos investissements et procédé à une augmentation des ressources fiscales.

La première mesure de Mayenne Communauté a été la réalisation en 2016 d'un emprunt de 6 millions d'euros. La deuxième mesure est l'augmentation de la fiscalité. Si celle-ci n'a pas fait l'objet de hausse

en 2016 afin de respecter les engagements du protocole de neutralisation et d'harmonisation fiscale avec les Communes dans le cadre de la fusion, Mayenne Communauté a voté en 2017 une évolution de +6,5% de sa fiscalité (TH, TFN, TFNB), ainsi qu'une augmentation progressive des bases minimum de CFE étalée jusqu'en 2019.

La validation de ces hausses de fiscalité démontre l'appropriation et la bonne appréciation par les élus des composantes et des enjeux budgétaires et financiers de la Communauté de Communes.

3 – Veiller à l'exhaustivité des annexes des comptes administratifs (budget principal et budgets annexes) relatives à la dette et à leur concordance aux comptes de gestion

A ce jour, les comptes administratifs 2016 n'ont pas encore été votés. Nous allons étudier en collaboration avec les services du Trésor public les annexes devant y figurer.

4 – Régulariser au plus vite l'amortissement des immobilisations

Comme demandé par la Chambre Régionale des Comptes, nous avons procédé dès cette année à la régularisation d'amortissements des immobilisations. Par délibération du conseil communautaire en date du 8 décembre 2016, cette régularisation figurait dans une décision modificative. Les services ont ensuite effectué les écritures correspondantes.

5 – Se rapprocher du comptable afin que ses états de l'actif correspondent aux inventaires de l'ordonnateur

Comme précisé dans la réponse apportée, nous allons tout mettre en œuvre pour garantir la concordance de ces états. Néanmoins, notre Trésorerie a fusionné le 1^{er} janvier 2017 pour coïncider avec le nouveau territoire intercommunal issu de la fusion en date du 1^{er} janvier 2016. Elle est ainsi fortement mobilisée sur l'organisation et l'harmonisation des pratiques sur l'ensemble du nouveau territoire.

6 – Prendre les mesures permettant de réduire durablement le volume et le coût des rejets et annulations des titres de recettes de la redevance incitative d'enlèvement des ordures ménagères

Un travail conséquent a été réalisé dans ce sens par Mayenne Communauté et en collaboration avec les services du Trésor public, d'autant que la redevance incitative d'enlèvement des ordures ménagères va désormais s'étendre sur l'intégralité du nouveau territoire.

Ainsi, les dispositifs de collecte ayant des dysfonctionnements ont été réparés ou remplacés, les problèmes ont été résolus avec le prestataire sur le logiciel de facturation, l'équipe administrative a été renforcée suite à la fusion et a concentré sa vigilance sur le suivi et l'actualisation de la base de données.

Après de nombreux mois de difficultés, le nombre de rejets et d'annulations de titres de recettes pour la redevance a considérablement diminué. Notre fonctionnement est désormais optimal et concluant en interne et avec la Trésorerie. Nous travaillons de concert au recouvrement qui atteint 94 % en 2016 avant la phase comminatoire et opposition à tiers détenteur. Pour 2014, nous approchons les 97,5%.

7 – Présenter plus clairement et anticiper les risques liés au non recouvrement des créances

La fusion ne consiste pas qu'en l'agrégation des équipes des anciennes structures, mais aussi à l'élaboration d'un nouveau projet de territoire, la mise en place d'une nouvelle gouvernance et la construction d'une coopération entre les élus, l'adaptation et la construction du fonctionnement à l'échelle de la nouvelle collectivité et surtout l'harmonisation progressive du service rendu aux habitants sur l'intégralité du territoire.

Nous découvrons qu'une fusion nécessite également pendant plus d'une année, la mobilisation des équipes à la finalisation d'un certain nombre d'opérations.

L'optimisation du recouvrement des créances est un des objectifs que s'est donné la Communauté de Communes. Les opérations liées à la fusion sont en phase d'être terminées. Nous allons pouvoir à présent

étudier cet aspect. Pour autant, nos perspectives budgétaires et financières prévoient systématiquement des provisions en ce sens.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, a pris connaissance de ces réponses à la Chambre Régionale des Comptes.

8 - Détermination des indemnités du Président et des Vice-Présidents

Reçu à la Sous-Préfecture le 10 avril 2017

M. RAILLARD expose :

Depuis le début de l'année 2017, le montant maximal des indemnités de fonction a évolué du fait de deux facteurs :

- l'augmentation de l'indice brut terminal de la fonction publique servant de base au calcul des indemnités de fonction, de 1015 à 1022. Ceci résulte de la réforme initiée par le Gouvernement dans le cadre du protocole Parcours Professionnels, Carrières et Rémunérations (PPCR), applicable à la fonction publique territoriale, et entérinée par le décret n° 2017-85 du 26 janvier 2017 (application au 1er janvier 2017) ;
- et la majoration de la valeur du point d'indice de la fonction publique de 0,6 % au 1er février 2017.

Trois hypothèses peuvent alors se présenter :

- pour les délibérations indemnitaires qui faisaient référence à « l'indice brut terminal de la fonction publique », sans autre précision, l'augmentation du montant des indemnités de fonction se fait automatiquement et ne nécessite pas une nouvelle délibération ;
- pour les délibérations indemnitaires qui faisaient référence expressément à l'indice brut terminal 1015, une nouvelle délibération est nécessaire et il convient alors de viser « l'indice brut terminal de la fonction publique » sans autre précision, car une nouvelle modification de cet indice est prévue en janvier 2018 (c'est l'indice 1028 qui deviendra l'indice brut terminal) ;
- pour les délibérations indemnitaires mentionnant des montants en euros, une nouvelle délibération est nécessaire pour tenir compte de ces actualisations. Il est recommandé de viser « l'indice brut terminal de la fonction publique » pour éviter d'avoir à délibérer à nouveau en janvier 2018.

Nous sommes dans l'hypothèse 2, d'où cette nouvelle délibération :

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 5211-12 ;

Vu le décret 2017-85 du 26 janvier 2017 relatif à la réforme des parcours professionnels, des carrières et rémunérations ;

Considérant que le montant total des indemnités versées ne doit pas excéder celui de l'enveloppe indemnitaire globale ;

Considérant que Mayenne Communauté appartient à la strate de 20 000 à 49 999 Habitants, le code général des collectivités fixe :

- l'indemnité maximale de président à **67,5 %** de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique ;
- l'indemnité maximale de vice-président à **24,73 %** de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique ;

Considérant que toute délibération de l'organe délibérant d'un établissement public de coopération intercommunale concernant les indemnités de fonction d'un ou de plusieurs de ses membres est accompagnée d'un tableau annexe récapitulant l'ensemble des indemnités allouées aux membres de l'assemblée concernée.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- fixe les indemnités suivantes :

FONCTION	pourcentage indice brut terminal de la fonction publique	À titre indicatif: montant mensuel brut au 01/03/17 :
Président	67,5 %	2 612,69 €
1 ^{er} Vice-Président	24,73 %	957,21 €
2ème Vice-Président	24,73 %	957,21 €
3ème Vice-Président	24,73 %	957,21 €
4ème Vice-Président	24,73 %	957,21 €
5ème Vice-Président	24,73 %	957,21 €
6ème Vice-Président	24,73 %	957,21 €
7ème Vice-Président	24,73 %	957,21 €
8ème Vice-Président	24,73 %	957,21 €
9ème Vice-Président	24,73 %	957,21 €
10ème Vice-Président	24,73 %	957,21 €
11ème Vice-Président	24,73 %	957,21 €

- et décide de prélever les dépenses d'indemnités de fonction sur les crédits inscrits et à inscrire au budget principal de la communauté.

Par application du décret n°2017-85 du 26/01/2017, cette délibération prend effet à compter du 1^{er} janvier 2017.

9 - Ressources Humaines / DEJS – Création de 2 postes d'éducateur des activités physiques et sportives et suppression d'un poste d'éducateur des activités physiques et sportives principal de 2^e classe

Reçu à la Sous-Préfecture le 10 avril 2017

M. RAILLARD expose :

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque établissement sont créés par l'organe délibérant de l'établissement. Il appartient donc au Conseil communautaire de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Considérant le choix de recrutement et les besoins en personnels sur le fonctionnement du centre aquatique,

Vu la délibération du conseil municipal du 15/12/2016 portant transfert de personnel de la piscine Ville de Mayenne vers Mayenne Communauté,

Après l'avis favorable du comité technique paritaire du 14/11/2016,

Les dépenses sont inscrites au chapitre 012.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, crée deux postes d'éducateur des activités physiques et sportives à temps complet et supprime un poste d'éducateur des activités physiques et sportives principal de 2^e classe.

10 – Ressources Humaines – Fin du dispositif de véhicules de fonction au profit de véhicules de service avec remisage à domicile

Reçu à la Sous-Préfecture le 10 avril 2017

M. RAILLARD expose :

Conformément aux textes réglementaires en vigueur et notamment l'article 21 de la loi 90-1067 du 28 novembre 1980, il revient au Conseil Communautaire de délibérer sur le principe d'attribution de

véhicules pour nécessité de service.

Les véhicules peuvent être attribués aux titulaires de postes spécifiques et remisés chaque soir au domicile des titulaires.

Vu l'article L 2129-29 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu les lois du 28 novembre 1990, du 12 juillet 1999, du 28 février 2002 »

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- met fin à la mise à disposition de véhicules de fonction

- autorise l'attribution de véhicules de service avec remisage à domicile aux deux postes listés ci-dessous,

DIRECTION/ SERVICE

DST/ Voiries

DAME/ Collecte des déchets

FONCTION OCCUPEE

Responsable des services Voiries

Responsable du service de collecte des déchets

- et autorise M. le Président à prendre les arrêtés individuels d'attribution pour la mise en œuvre et les modalités d'application des présentes décisions, et de l'autoriser à signer tous actes aux effets ci-dessus.

11 - Demande de subvention pour des travaux sur la déchetterie de Lassay-les-Châteaux

Reçu à la Sous-Préfecture le 10 avril 2017

M. TRANCHEVENT expose :

Des travaux de rénovation et d'extension de la déchetterie de Lassay sont prévus pour 2017. Ils permettront de mettre en conformité la déchetterie avec la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (rubrique 2710), respecter les prescriptions de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés (risque de chute, etc.) ainsi que d'adapter le site à la multiplication des flux accueillis en déchetterie et à l'évolution des tonnages.

Il est proposé au conseil communautaire de solliciter auprès du Ministère de l'Intérieur une subvention de 7000 € sur le programme 122, action 01 « Aides exceptionnelles aux collectivités territoriales » de la Mission « Relations avec les collectivités territoriales » en vue de mener à bien ce projet dont le coût s'élève à 178 277 € HT.

DÉPENSES		RECETTES	
Postes	TOTAL HT	Cofinanceurs	TOTAL
Dépenses de MO (déchèterie Lassay) :		État :	
Études, missions SPS / CT	3 500 €	DETR	46 771 €
Maître d'œuvre	3 000 €	Réserve parlementaire	7 000 €
Sous-total 1	6 500 €		
Dépenses d'investissement (déchèterie Lassay) :		ADEME	52 050 €
Lot 1 : Terrassement-VRD	91 059 €		
Lot 2 : Fourniture et pose de clôtures	19 679 €		
Lot 3 : Rénovation local gardien	2 049 €	Conseil départemental de la Mayenne	15 000 €
Lot 4 : Fabrication et mise en œuvre de havette de vidage et de garde corps	34 745 €		
Lot 6 : Fourniture et pose d'un local de stockage de déchets dangereux et d'un appentis de stockage	24 244 €		
		Mayenne Communauté	
		- Autofinancement	57 456 €
Sous-total 2	171 777 €		
Total	178 277 € Total		178 277 €

M. le Président demande si toutes les communes ont reçu leur notification de subvention DETR.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- valide cette nouvelle demande de subvention auprès du Ministre de l'Intérieur

- et autorise le Président à signer tous les documents nécessaires au bon déroulement de ce dossier.

12 - Signature du Contrat de Ruralité 2017 – 2020

Reçu à la Sous-Préfecture le 10 avril 2017

M. BOURGUIN expose :

Le Contrat de Ruralité a été instauré pour promouvoir des ruralités dynamiques, innovantes et solidaires. Il a pour objectif de coordonner tous les outils, dispositifs et moyens existants afin de développer les territoires ruraux et accélérer la réalisation de projets concrets au service des habitants et des entreprises.

Le Contrat de Ruralité est un document intégrateur de toutes les mesures des Comités interministériels aux ruralités dont il détaille la déclinaison locale.

Il s'articule autour de 6 axes dans lesquels nous nous fixons nos propres objectifs.

Voici l'architecture de notre contrat de ruralité :

- Accessibilité aux services et aux soins ;
 - La pérennisation de l'accès aux services des publics
 - Mayenne Communauté un territoire connecté
 - Améliorer l'accès à l'offre de santé
 - La mise en cohérence des services enfance jeunesse
- Redynamisation des bourgs-centres ;
 - Planifier nos structurations urbaines

- Rénover, valoriser et développer l'habitat
- Maintenir et consolider l'offre commerciale
- Attractivité du Territoire ;
 - Le développement de l'accueil des entreprises
 - L'accompagnement à l'innovation économique
 - L'affirmation de la vocation touristique de notre territoire
- Mobilités ;
 - Un réseau routier à améliorer
 - Promouvoir des transports alternatifs à la voiture individuelle
- Transition écologique ;
 - Préserver et mettre en valeur notre patrimoine naturel
 - Une Politique énergétique volontariste
 - Poursuivre notre politique exemplaire en matière de déchets
- Cohésion sociale.
 - Proposer une offre de service social équitable sur l'ensemble du territoire
 - Adapter la société au vieillissement
 - Favoriser le lien social, l'ouverture aux autres, la découverte

A ce contrat est annexé la liste des projets portés par la communauté de communes et les communes. Cette liste sera ajustée en fonction des échanges avec les services de l'Etat.

Les projets inscrits dans ce contrat pourront alors bénéficier de financements tant sur la part territoriale des Contrats de Plan Etat Région (CPER), de la Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux (DETR), du Fonds National d'Aménagement et de Développement du Territoire (FNADT) ainsi que du Fonds de Soutien à l'Investissement Local (FSIL). Il concerne la période 2017 - 2020.

M. POIRRIER demande des précisions sur les dates de réponses.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- valide ce contrat de ruralité

- et autorise le Président à signer tous les documents s'y afférents.

13 - Ressources Humaines – Recrutement vacataires concours national piano à Mayenne – DAC – Conservatoire

Reçu à la Sous-Préfecture le 10 avril 2017

M. LE SCORNET expose :

Vu l'article 3-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, il appartient au conseil communautaire d'autoriser M. le Président à recruter du personnel vacataire pour exécuter un acte déterminé ne justifiant pas la création d'un emploi.

Considérant l'organisation du concours national Piano à Mayenne par le conservatoire Ivan Bellocq les 13 et 14 mai 2017,

Considérant la nécessité de composer un jury,

Le budget est prévu au chapitre 012.

M. HEURTEBIZE : " Je ne me souviens pas depuis que Forte Piano existe d'avoir passé ce genre de délibération."

M. LE SCORNET : " Il y a beaucoup de candidatures et les sélections risquent d'être plus longues. Mais ce qui est satisfaisant c'est de voir que ce concours de piano est de plus en plus attractif. Aujourd'hui, on a triplé le nombre de candidats."

M. HEURTEBIZE : " On n'a pas à rougir de la petite subvention qu'on donne par rapport à d'autres concours. Pour y avoir assisté, ça reste un concours de très haut niveau malgré les faibles subventions."

M. LE SCORNET : " Ce qui fait la différence par rapport à d'autres festivals, c'est la qualité de l'accueil."

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise le recrutement, en contrat de vacation, de 3 professeurs de musique. La vacation sera de 262.50 € brut comprenant le temps de préparation, de jury et le temps de déplacement.

M. MOLL : " Je voudrais vous parler du devenir de l'épicerie sociale du Horps-Lassay. On avait fixé la date du 30 mars et j'ai le plaisir de vous annoncer que l'épicerie sociale perdurera. Je tiens à remercier Karine Gaboriaud qui m'a aidé à présenter plusieurs budgets, les maires du Horps et de Lassay pour avoir proposé des locaux ainsi que les 13 élus et l'ancien bureau pour avoir accepté les propositions financières. Pour l'instant, ce n'est pas une compétence communautaire mais il nous paraît évident qu'on ne pouvait pas laisser cette association s'éteindre. Ce qui est satisfaisant c'est qu'il y a 35 bénévoles et qu'un bureau a été constitué avec des personnes de différentes communes adhérentes. On fera une information dans la presse. Ça ne durera peut être que cette année si d'aventure nous décidons d'ici la fin de l'année de voir cette compétence transférée à Mayenne Communauté. Pour l'instant, longue vie à cette nouvelle association. Les locaux de l'association devraient être rénovés d'ici le 1^{er} mai."

M. le Président : " Je voudrais terminer sur une note agréable. J'ai eu un coup de téléphone de la Région qui, au titre du Contrat Régional, nous versera 2 980 000 €. Château-Gontier a reçu 2 400 000 €."

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 20 h 50

Vu, le Secrétaire,
Rémi SONNET



Vu, le Président
Michel ANGOT

